

RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2022

Chers Actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du groupe Lectra (le Groupe) pour le premier trimestre 2022, clos le 31 mars.

Pour permettre une meilleure analyse des résultats du Groupe, les comptes sont comparés à ceux publiés en 2021 et aux comptes proforma du premier trimestre 2021 (« Proforma 2021 »), établis en intégrant les trois acquisitions réalisées en 2021 – Gerber Technology (« Gerber »), Neteven et Gemini CAD Systems (« Gemini ») – comme si elles avaient été consolidées dès le 1^{er} janvier, alors qu'elles l'ont été respectivement depuis le 1^{er} juin, le 28 juillet et le 27 septembre 2021.

L'analyse des commandes de nouveaux systèmes est faite au travers de deux indicateurs : d'une part, le montant des logiciels vendus séparément sous forme de licences perpétuelles (« Licences perpétuelles de logiciel »), des équipements et de leurs logiciels embarqués (également vendus sous forme de licences perpétuelles) et des services non récurrents, d'autre part la valeur annuelle des nouveaux abonnements logiciels, pour les offres en mode *Software as a Service* (SaaS). Ces indicateurs sont communiqués pour la totalité des commandes de nouveaux systèmes, y compris celles provenant des sociétés acquises en 2021, et sont comparés aux commandes Proforma 2021. Les sociétés acquises, en particulier Gerber, ne procédaient pas à un suivi de leurs commandes avant leur acquisition. Après celle-ci, si le suivi des commandes de Gerber a été mis en place selon les règles strictes appliquées chez Lectra, il n'a cependant permis d'obtenir une information précise qu'à partir du 1^{er} octobre 2021. De ce fait, le montant des commandes retenu dans le Proforma 2021 pour les trois sociétés acquises est équivalent à celui du chiffre d'affaires correspondant, considérant que le délai entre la prise de commandes et la reconnaissance du chiffre d'affaires est généralement limité.

Les comparaisons entre 2022 et 2021 sont données à cours de change réels en raison de l'impossibilité, pour les sociétés acquises, de calculer les montants qui auraient été obtenus avec des cours de changes différents.

Les tableaux détaillés des commandes de nouveaux systèmes, du chiffre d'affaires et du compte de résultat du premier trimestre 2022 figurent dans les compléments d'information au présent rapport, à partir de la page 7.

1. ACTIVITÉ ET COMPTES DU PREMIER TRIMESTRE 2022

Le premier trimestre 2022 a été marqué, à partir du 24 février, par la guerre en Ukraine.

Dès le début de cette guerre, la Société a décidé d'arrêter ses opérations en Russie, en cessant l'activité de sa filiale Lectra Russie (dont l'effectif est de 5 personnes) et en stoppant toute livraison de produit ou de service.

L'exposition directe du Groupe à l'Ukraine et à la Russie est faible, avec en 2021 une contribution de ces deux pays inférieure à 1 % de son chiffre d'affaires.

Le climat d'incertitude qui résulte de ce conflit a conduit certains clients du Groupe à repousser leurs décisions d'investissement dès fin février, en particulier en Europe. Cette guerre a également accéléré les phénomènes de hausse des prix et de pénuries sur l'énergie, comme sur certaines matières premières. Ces impacts inflationnistes devraient rester limités sur les comptes du Groupe, en raison d'une faible exposition aux coûts de l'énergie et aux prix des matières premières les plus touchées.

Parallèlement, les mesures de confinement strictes prises par le gouvernement chinois, qui se sont durcies fin mars, ont eu un effet négatif sur le montant des commandes en Chine. Elles se sont également traduites par l'impossibilité d'expédier 3,5 millions d'euros de commandes d'équipements de CFAO, avec un impact négatif équivalent sur le chiffre d'affaires du premier trimestre. Ce décalage se traduit par une nouvelle progression du carnet de commandes au 31 mars 2022 par rapport au 31 décembre 2021 (cf. analyse page 3).

Dans ce contexte particulier, le chiffre d'affaires du premier trimestre 2022 s'élève à 122,0 millions d'euros, en progression de 83 % par rapport au premier trimestre 2021.

L'EBITDA courant atteint 21,6 millions d'euros, en croissance de 90 %, et la marge d'EBITDA courante s'établit à 17,7 %.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 14,4 millions d'euros (8,5 millions d'euros au premier trimestre 2021), en hausse de 71 %. Il comprend une charge de 2,7 millions d'euros au titre de l'amortissement des actifs incorporels résultant des acquisitions de Gerber, de Neteven et de Gemini.

Le résultat net atteint 9,3 millions d'euros (+ 55 % par rapport au premier trimestre 2021).

Le bénéfice net par action est de 0,25 € sur capital de base et 0,24 € sur capital dilué (0,19 € sur capital de base et 0,18 € sur capital dilué au premier trimestre 2021).

Le cash-flow libre courant s'établit à 7,1 millions d'euros (9,8 millions d'euros au premier trimestre 2021). Cette diminution, et le fait que le cash-flow libre soit inférieur au résultat net, s'expliquent par l'écart de 9,3 millions d'euros entre les décaissements au premier trimestre 2022 de la partie variable des rémunérations et de la prime d'intéressement au titre des résultats 2021 (périmètre Lectra hors impact des acquisitions), et les mêmes décaissements au premier trimestre 2021 au titre des résultats 2020, affectés négativement par la crise du COVID-19.

Après un décaissement de 2,1 millions d'euros au titre des honoraires et autres coûts relatifs à l'acquisition de Gerber au premier trimestre, le cash-flow libre s'élève à 4,9 millions d'euros

Comparaison au Proforma 2021

Progression des commandes de nouveaux systèmes

Les commandes de licences perpétuelles de logiciels, d'équipements et de leurs logiciels, et de services non récurrents (51,9 millions d'euros) progressent de 14 % par rapport au montant des commandes Proforma 2021.

Les commandes de licences perpétuelles de logiciel (5,2 millions d'euros) ainsi que d'équipements et de leurs logiciels (41,9 millions d'euros) augmentent respectivement de 14 % et 18 %. Les commandes de formation et de conseil (3,6 millions d'euros) diminuent de 10 % compte tenu de commandes exceptionnelles, d'un montant élevé, chez Gerber, au 1^{er} trimestre 2021.

Géographiquement, les commandes de licences perpétuelles de logiciel, d'équipements et de leurs logiciels et de services non récurrents progressent de 29 % en Europe, de 20 % dans les Amériques et de 91 % dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord, Afrique du Sud, Turquie, Moyen-Orient...). Elles reculent de 8 % en Asie-Pacifique.

Les commandes augmentent de 47 % dans l'automobile, 8 % dans la mode, 7 % dans l'ameublement et diminuent de 24 % dans les autres industries.

Par ailleurs, la valeur annuelle des commandes de nouveaux abonnements logiciels est en hausse dans toutes les régions et s'élève à 2,3 millions d'euros, multipliée par 2,4 par rapport au Proforma 2021.

Progression du chiffre d'affaires et des résultats

Malgré les conséquences négatives de la guerre en Ukraine et des mesures de confinement en Chine, le chiffre d'affaires (122,0 millions d'euros) progresse de 10 % par rapport au Proforma 2021.

Chiffre d'affaires des licences de logiciel, des équipements et de leurs logiciels et des services non récurrents

Le chiffre d'affaires des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et de leurs logiciels et des services non récurrents (48,6 millions d'euros) augmente de 9 %. Il contribue à 40 % du chiffre d'affaires (40 % en 2021) et comprend principalement :

- les licences perpétuelles de logiciel (4,7 millions d'euros), qui progressent de 7 % et contribuent à hauteur de 4 % au chiffre d'affaires (4 % en 2021) ;
- les équipements et leurs logiciels (39,1 millions d'euros), qui augmentent de 11 % et représentent 32 % du chiffre d'affaires (32 % en 2021) ;
- la formation et le conseil (3,6 millions d'euros), qui sont en retrait de 5 % et représentent 3 % du chiffre d'affaires (3 % en 2021).

Au 31 mars 2022, le carnet de commandes des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et de leurs logiciels ainsi que de la formation et du conseil s'élève à 52,8 millions d'euros. Il augmente de 3,8 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2021.

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents, qui contribue à 32 % du chiffre d'affaires (32 % en 2021) s'élève à 39,2 millions d'euros, en progression de 10 % :

- les abonnements logiciels s'établissent à 4,4 millions d'euros, en hausse de 59 %, et représentent 4 % du chiffre d'affaires (2 % en 2021) ;
- les contrats de maintenance des logiciels (12,8 millions d'euros), en progression de 4 %, représentent 11 % du chiffre d'affaires (11 % en 2021) ;
- les contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels (22,0 millions d'euros), en croissance de 7 %, représentent 18 % du chiffre d'affaires (18 % en 2021).

Parallèlement, le chiffre d'affaires des consommables et pièces (34,2 millions d'euros) augmente de 11 % et représente 28 % du chiffre d'affaires (28 % en 2021).

Au total, le chiffre d'affaires récurrent (73,3 millions d'euros) progresse de 11 %.

Marge brute

La marge brute s'élève à 80,3 millions d'euros, en progression de 10 % par rapport au Proforma 2021.

Le taux de marge brute s'établit à 65,8 %, en hausse de 0,2 point.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de services ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes, mais figurent dans les frais généraux.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à 65,8 millions d'euros, en croissance de 3 % par rapport au Proforma 2021. Ils se décomposent comme suit :

- 60,6 millions d'euros de frais fixes (+ 5 %) ;
- 5,2 millions d'euros de frais variables (- 16 %).

Les dépenses de recherche et développement (12,7 millions d'euros), entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes, représentent 10,4 % du chiffre d'affaires (12,8 millions d'euros et 11,5 % du chiffre d'affaires pour le Proforma 2021). Après déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que des subventions reçues, les frais nets de recherche et développement totalisent 10,9 millions d'euros (10,5 millions d'euros pour le Proforma 2021).

EBITDA courant, résultat opérationnel courant et résultat net

L'EBITDA courant atteint 21,6 millions d'euros, en progression de 37 % par rapport au Proforma 2021.

La marge d'EBITDA courante s'établit à 17,7 % (14,2 % pour le Proforma 2021).

Le résultat opérationnel courant s'élève à 14,4 millions d'euros, en progression de 62 % par rapport au Proforma 2021.

La marge opérationnelle courante s'établit à 11,8 %, en croissance de 3,7 points.

Après une charge à caractère non récurrent de 0,5 million d'euros au titre des coûts relatifs à l'acquisition de Gerber, le résultat opérationnel du premier trimestre s'élève à 14,0 millions d'euros.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de 0,6 million d'euros. Le résultat de change est négatif de 0,5 million d'euros.

Après une charge d'impôt de 3,6 millions d'euros, le résultat net s'élève à 9,3 millions d'euros, en augmentation de 86 %.

Bilan au 31 mars 2022

Au 31 mars 2022 les capitaux propres du Groupe s'élèvent à 416,9 millions d'euros (400,8 millions d'euros au 31 décembre 2021), et l'endettement financier net s'établit à 3,2 millions d'euros, composé d'une dette financière de 139,4 millions d'euros et d'une trésorerie disponible de 136,3 millions d'euros.

Le besoin en fonds de roulement au 31 mars 2022 est négatif de 24,5 millions d'euros.

2. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Évolution du capital

Au 31 mars 2022, le capital social est de 37 761 765 €, divisé en 37 761 765 actions d'une valeur nominale de 1,00 €.

Depuis le 1^{er} janvier 2022, il a été augmenté de 18 806 € en valeur nominale (assorti d'une prime d'émission de 224 300 €) par la création de 18 806 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

Principaux actionnaires

Le 18 février 2022, la Société a été informée que la société AIPCF VI LG Funding LP (États-Unis) avait franchi à la baisse les seuils de 10 % du capital et des droits de vote et détenait 9,01 % du capital et 8,96 % des droits de votes.

Le 23 février 2022, elle a été informée que la société Fidelity Management and Research (FMR) LLC (États-Unis) avait franchi à la hausse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détenait 8,77 % du capital et 8,73 % des droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la Société depuis le 1^{er} janvier 2022.

À la date du présent rapport, à la connaissance de la Société :

- Daniel Harari détient 14,6 % du capital et 14,5 % des droits de vote ;
- AIPCF VI LG Funding LP (États-Unis) détient plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote ;

- Artisan Partners Limited Partnership (États-Unis), Brown Capital Management, LLC (États-Unis), Fidelity Management and Research (FMR) LLC (États-Unis), Kabouter Management LLC (États-Unis), agissant toutes les quatre pour le compte de fonds et de clients dont elles assurent la gestion, et Kempen Oranje Participaties (Pays-Bas), agissant pour le compte du fonds Kempen Oranje Participaties N.V. dont elle assure la gestion, détiennent chacune plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote.

Aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Actions de la Société détenues en propre

Au 31 mars 2022, la Société détenait 0,03 % de ses propres actions dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 31 mars 2022 le cours de Bourse (43,10 €) s'est inscrit en hausse de 3 % par rapport au 31 décembre 2021 (42,00 €). Au cours du premier trimestre, son plus bas a été de 35,65 € le 4 février et son plus haut de 44,85 €, en séance, le 31 mars.

Pour les trois premiers mois de 2022, les indices CAC 40 et CAC All-Tradable ont baissé chacun de 7 % et l'indice CAC Mid & Small de 3 %.

Au premier trimestre 2021, 6,0 millions d'actions ont été échangées (4,0 millions au premier trimestre 2021), toutes plateformes confondues (source Bloomberg), dont 24 % sur Euronext.

La Société a confirmé, dans son communiqué du 11 avril 2022, son éligibilité au dispositif PEA-PME. En conséquence, les actions Lectra peuvent être intégrées au sein de comptes PEA-PME, dispositif dédié à l'investissement dans les petites et moyennes entreprises, bénéficiant des mêmes avantages fiscaux que le plan d'épargne en actions (PEA) classique.

L'action de la Société est par ailleurs éligible, depuis le 29 décembre 2021, au Service de Règlement Différé classique (SRD) d'Euronext, service permettant aux investisseurs français de différer le règlement ou la livraison des titres.

3. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 31 MARS

Aucun événement important n'est à signaler.

4. CALENDRIER FINANCIER

Le rapport financier annuel 2021 a été mis en ligne sur le site Internet de la Société le 30 mars 2022.

L'Assemblée générale annuelle se réunira le 29 avril 2022, dans les locaux de la Société.

Les résultats financiers du premier semestre 2022 seront publiés le 28 juillet 2022, après la clôture d'Euronext Paris.

5. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Début 2020, Lectra avait développé sa vision de long terme et sa nouvelle feuille de route pour la période 2020-2022.

Dans son rapport financier 2021, publié le 9 février 2022, le Groupe a indiqué que les acquisitions réalisées en 2021, en particulier celle de Gerber, lui donnaient une nouvelle dimension et lui ouvraient de nouvelles perspectives.

Il avait également précisé que des incertitudes liées à l'évolution de la pandémie et à ses conséquences sur l'environnement macroéconomiques demeuraient (inflation, difficultés du secteur automobile, coûts de transport...), et pourraient continuer à peser sur les décisions d'investissement des clients du Groupe. À ces incertitudes se sont ajoutées les conséquences de la guerre en Ukraine et des mesures de confinement strictes mises en place en Chine.

Objectifs financiers 2022

Le Groupe s'est fixé pour objectif de réaliser en 2022 un chiffre d'affaires compris entre 508 et 556 millions d'euros (+ 31 % à + 43 %) et un EBITDA courant compris entre 92 et 104 millions d'euros (+ 41 % à + 60 %). Ces objectifs ont été établis sur la base des cours de change au 31 décembre 2021, notamment 1,13 \$ / 1 €.

Si le chiffre d'affaires au 31 mars 2022 a subi l'impact de la guerre en Ukraine et des mesures strictes de confinement en Chine, l'activité et les autres paramètres du compte de résultat du premier trimestre sont en ligne avec le plan de marche. Avec également un carnet de commandes au 31 mars particulièrement élevé, ces données confortent Lectra dans l'atteinte de ses objectifs.

Toutefois, les conséquences de la guerre en Ukraine et des mesures de confinement prises en Chine restent incertaines et pourraient peser sur l'activité et les résultats du Groupe du reste de l'année 2022.

Le Conseil d'administration
Le 28 avril 2022

COMPLÉMENT D'INFORMATION – PREMIER TRIMESTRE 2022

COMMANDES DE NOUVEAUX SYSTÈMES – VARIATION À COURS DE CHANGE RÉELS

Licences perpétuelles de logiciel, équipements et leurs logiciels et services non récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars				
	2022		2021		Variation 2022/2021
	Réel	%	Proforma	%	Cours de change réels
Licences perpétuelles de logiciel	5 151	10%	4 523	10%	+14%
Equipements et leurs logiciels	41 878	81%	35 603	78%	+18%
Formation, conseil	3 587	7%	3 992	9%	-10%
Divers	1 257	2%	1 460	3%	-14%
Total	51 873	100%	45 577	100%	+14%
Parité moyenne € / \$	1,12		1,21		

Nouveaux abonnements logiciels

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars				
	2022		2021		Variation 2022/2021
	Réel	%	Proforma	%	Cours de change réels
Valeur annuelle des nouveaux abonnements logiciels	2 336	na	993	na	+135%
Parité moyenne € / \$	1,12		1,21		

ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À COURS DE CHANGE RÉELS

La répartition du chiffre d'affaires par marché géographique est donnée à titre indicatif. Les variations sur un seul trimestre ne permettent pas d'extrapoler des tendances pour l'exercice.

Chiffre d'affaires par région

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars				
	2022		2021		Variation 2022/2021
	Réel	%	Proforma	%	Cours de change réels
Europe, dont :	40 834	33%	34 707	31%	+18%
- France	6 392	5%	6 265	6%	+2%
Amériques	41 879	34%	37 896	34%	+11%
Asie - Pacifique	29 097	24%	30 791	28%	-5%
Autres pays	10 147	8%	7 613	7%	+33%
Total	121 958	100%	111 006	100%	+10%
Parité moyenne € / \$	1,12		1,21		

Chiffre d'affaires par activité

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars				
	2022		2021		Variation 2022/2021
	Réel	%	Proforma	%	Cours de change réels
Chiffre d'affaires des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et leurs logiciels et des services non récurrents, dont :	48 613	40%	44 729	40%	+9%
- licences perpétuelles de logiciel	4 683	4%	4 386	4%	+7%
- équipements et leurs logiciels	39 088	32%	35 106	32%	+11%
- formation, conseil	3 585	3%	3 777	3%	-5%
- divers	1 257	1%	1 460	1%	-14%
Chiffre d'affaires récurrent, dont :	73 345	60%	66 277	60%	+11%
- abonnements logiciels	4 360	4%	2 740	2%	+59%
- contrats de maintenance des logiciels	12 820	11%	12 322	11%	+4%
- contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels	21 999	18%	20 528	18%	+7%
- consommables et pièces	34 167	28%	30 688	28%	+11%
Total	121 958	100%	111 006	100%	+10%
Parité moyenne € / \$	1,12		1,21		

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À COURS DE CHANGE RÉELS

	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars				
	2022	2021	Variation 2022/2021	2021	Variation 2022 /Proforma 2021
(en milliers d'euros)	Réel	Réel	Cours de change réels	Proforma	Cours de change réels
Chiffre d'affaires	121 958	66 686	+83%	111 006	+10%
Coût des ventes	(41 701)	(18 228)	+129%	(38 172)	+9%
Marge brute	80 257	48 458	+66%	72 835	+10%
(en % du chiffre d'affaires)	65,8%	72,7%	-6,9 points	65,6%	+0,2 point
Frais de recherche et de développement	(10 939)	(6 229)	+76%	(10 533)	+4%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(54 868)	(33 768)	+62%	(53 361)	+3%
Résultat opérationnel courant	14 449	8 461	+71%	8 941	+62%
(en % du chiffre d'affaires)	11,8%	12,7%	-0,9 point	8,1%	+3,7 points
Charges à caractère non récurrent	(474)	(1 014)	-53%	(1 014)	-53%
Résultat opérationnel	13 976	7 447	+88%	7 928	+76%
(en % du chiffre d'affaires)	11,5%	11,2%	+0,3 point	7,1%	+4,4 points
Résultat avant impôts	12 871	8 043	+60%	7 843	+64%
Impôts sur le résultat	(3 590)	(2 041)	+76%	(2 846)	+26%
Résultat net	9 281	6 002	+55%	4 997	+86%
dont Résultat net part du Groupe	9 375	5 957	+57%	5 059	+85%
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	(94)	45	na	(62)	+51%
Résultat opérationnel courant	14 449	8 461	+71%	8 941	+62%
+ Dotations nettes aux amortissements et dépréciations (actifs immobilisés)	7 121	2 901	+145%	6 807	+5%
EBITDA courant	21 571	11 361	+90%	15 749	+37%
(en % du chiffre d'affaires)	17,7%	17,0%	+0,7 point	14,2%	+3,5 points
Parité moyenne € / \$	1,12	1,21		1,21	

Attestation de la Société relative au rapport du premier trimestre 2022

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport trimestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les trois premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les neuf mois restants de l'exercice".

Paris, le 28 avril 2022

Daniel Harari
Président-Directeur général

Olivier du Chesnay
Directeur financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2022 ⁽¹⁾	31 décembre 2021 ⁽¹⁾	31 mars 2021 ⁽²⁾
Écarts d'acquisition	278 748	275 250	46 964
Autres immobilisations incorporelles	137 799	138 084	4 839
Droits d'utilisation locatifs	27 108	28 543	14 481
Immobilisations corporelles	27 838	28 060	24 466
Autres actifs non courants	25 063	24 638	22 547
Impôts différés	9 120	9 047	7 350
Total actifs non courants	505 676	503 622	120 647
Stocks	65 839	59 650	30 877
Clients et comptes rattachés	81 781	82 948	42 893
Autres actifs courants	19 098	19 153	15 416
Trésorerie et équivalents de trésorerie	136 260	130 586	145 381
Total actifs courants	302 978	292 337	234 567
Total actifs	808 654	795 959	355 214

PASSIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2022 ⁽¹⁾	31 décembre 2021 ⁽¹⁾	31 mars 2021 ⁽²⁾
Capital social	37 762	37 743	32 598
Primes d'émission et de fusion	139 735	139 511	20 219
Actions détenues en propre	(415)	(271)	(654)
Écarts de conversion	18 501	12 132	(10 449)
Réserves et résultats consolidés	218 667	208 947	158 645
Participations ne donnant pas le contrôle	2 630	2 724	205
Total capitaux propres	416 880	400 786	200 564
Engagements de retraite	11 402	11 348	11 153
Obligations locatives à long terme	24 840	25 930	9 727
Engagements d'achat de titres minoritaires	9 500	9 500	2 165
Emprunts et dettes financières à long terme	118 331	118 284	-
Total passifs non courants	164 073	165 062	23 045
Fournisseurs et autres passifs courants	106 328	110 852	59 130
Produits constatés d'avance	79 711	77 822	58 863
Dettes d'impôt exigible	5 135	4 586	3 189
Obligations locatives à court terme	8 396	8 500	5 144
Engagements d'achat de titres minoritaires	2 165	2 464	2 165
Emprunts et dettes financières à court terme	21 090	21 102	-
Provisions	4 876	4 785	3 114
Total passifs courants	227 701	230 111	131 605
Total passifs et capitaux propres	808 654	795 959	355 214

(1) Les montants aux 31 mars 2022 et 31 décembre 2021 intègrent Gerber Technology, Neteven et Gemini CAD Systems (cf. note 3 ci-après).

(2) Les montants au 31 mars 2021 ont été retraités suite à l'application de la décision de l'IFRS IC relative à IAS 19 réalisée fin 2021, rétroactivement au 1^{er} janvier 2021, qui s'est traduite par une baisse des engagements de retraite et des impôts différés actifs de 0,9 million d'euros et 0,2 million d'euros respectivement, et une hausse des réserves et résultats consolidés (part du Groupe) de 0,7 million d'euros.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2022 ⁽¹⁾ (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2021 (trois mois)
Chiffre d'affaires	121 958	66 686
Coût des ventes	(41 701)	(18 228)
Marge brute	80 257	48 458
Frais de recherche et développement	(10 939)	(6 229)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(54 868)	(33 768)
Résultat opérationnel courant	14 449	8 461
Charges à caractère non récurrent ⁽²⁾	(474)	(1 014)
Résultat opérationnel	13 976	7 447
Produits financiers	98	107
Charges financières	(745)	(111)
Résultat de change	(458)	600
Résultat avant impôts	12 871	8 043
Impôts sur le résultat	(3 590)	(2 041)
Résultat net	9 281	6 002
dont Résultat net part du Groupe	9 375	5 957
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	(94)	45
 (en euros)		
Résultat net part du Groupe par action :		
- de base	0,25	0,19
- dilué	0,24	0,18
 Nombre d'actions utilisé pour les calculs :		
- résultat de base	37 738 619	32 127 231
- résultat dilué	38 276 173	32 579 110
 (en milliers d'euros)		
Résultat opérationnel courant	14 449	8 461
+ Dotations nettes aux amortissements et dépréciations (actifs immobilisés)	7 121	2 901
EBITDA courant	21 571	11 361

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE ⁽³⁾

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2022 ⁽¹⁾ (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2021 (trois mois)
Résultat net part du Groupe	9 375	5 957
Écarts de conversion	6 286	744
Effet d'impôts	83	100
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	6 369	844
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	-	-
Effet d'impôts	-	-
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	0	0
Total autres éléments du résultat global	6 369	844
Résultat global part du Groupe	15 744	6 801

(1) Les montants 2022 intègrent Gerber Technology, Neteven et Gemini CAD Systems (cf. note 3 ci-après).

(2) Ces montants correspondent à des frais directement en lien l'acquisition de Gerber Technology (cf. note 3 ci-après).

(3) Le Groupe a jugé non significative l'information sur le résultat global des participations ne donnant pas le contrôle (cf. note 3 ci-après) et présente donc uniquement le résultat global part du Groupe.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2022 ⁽¹⁾ (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2021 (trois mois)
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	9 281	6 002
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations (actifs immobilisés)	7 121	2 901
Dotations nettes aux provisions et dépréciations (actifs courants)	360	604
Éléments non monétaires du résultat	436	(57)
(Plus-) ou moins-values sur cessions d'actifs	(2)	(17)
Variation des impôts différés	226	494
Capacité d'autofinancement d'exploitation	17 421	9 927
Variation des stocks et en-cours	(6 368)	(1 672)
Variation des créances clients et comptes rattachés	3 086	2 363
Variation des autres actifs et passifs courants	(5 125)	2 644
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(8 407)	3 335
Variation des autres actifs non courants d'exploitation	(441)	(1 694)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	8 573	11 568
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(596)	(546)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(913)	(357)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	18
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽²⁾	(3 521)	(1 696)
Cessions d'immobilisations financières ⁽²⁾	3 637	1 952
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 393)	(629)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire de la société mère	243	919
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées ⁽³⁾	(299)	(167)
Achats par la société de ses propres actions	(3 479)	(1 937)
Ventes par la société de ses propres actions	3 419	1 695
Remboursement des obligations locatives	(2 252)	(1 485)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(2 368)	(975)
Variation de la trésorerie	4 812	9 964
Trésorerie à l'ouverture	130 586	134 626
Variation de la trésorerie	4 812	9 964
Incidence des variations de cours de change	862	791
Trésorerie à la clôture	136 260	145 381
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	8 573	11 568
+ Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 393)	(629)
- Remboursement des obligations locatives	(2 252)	(1 485)
Cash-flow libre	4 928	9 454
Éléments non récurrents du cash-flow libre	(2 122)	(374)
Cash-flow libre courant	7 050	9 828
Impôts (payés) / remboursés, nets	(956)	(660)
Intérêts (payés) sur obligations locatives	(124)	(28)
Intérêts (payés)	(298)	-

(1) Les montants 2022 intègrent Gerber Technology, Neteven et Gemini CAD Systems (cf. note 3 ci-après).

(2) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

(3) Ces montants correspondent aux soldes versés pour les acquisitions successives de 10 % additionnels de la société Retviews, en janvier 2021 et 2022 (cf. note 3 ci-après).

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Écarts de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres	
	Nombre d'actions	Valeur nominale									
Capitaux propres au 31 décembre 2020	32 511 651	1,00	32 512	19 387	(343)	(11 293)	151 750	192 013	160	192 173	
Application de la décision IFRS IC relative à IAS 19							659	659	-	659	
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2021	32 511 651	1,00	32 512	19 387	(343)	(11 293)	152 409	192 672	160	192 832	
Résultat net							5 957	5 957	45	6 002	
Autres éléments du résultat global							844	844		844	
Résultat global							844	5 957	45	6 846	
Exercices d'options de souscription d'actions	86 774	1,00	87	832				919		919	
Valorisation des options de souscription d'actions							227	227		227	
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(311)			(311)		(311)	
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							51	51		51	
Capitaux propres au 31 mars 2021	32 598 425	1,00	32 598	20 219	(654)	(10 449)	158 645	200 360	205	200 564	
Capitaux propres au 31 décembre 2020	32 511 651	1,00	32 512	19 387	(343)	(11 293)	151 750	192 013	160	192 173	
Application de la décision IFRS IC relative à IAS 19							659	659	-	659	
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2021	32 511 651	1,00	32 512	19 387	(343)	(11 293)	152 409	192 672	160	192 832	
Résultat net							28 255	28 255	(11)	28 244	
Autres éléments du résultat global							23 425	664	24 089	0	24 089
Résultat global							23 425	28 919	52 344	(11)	52 333
Exercices d'options de souscription d'actions	231 308	1,00	231	2 624				2 855		2 855	
Actions nouvelles émises pour l'acquisition de Gerber Technology ⁽¹⁾	5 000 000	1,00	5 000	117 500			42 750	165 250		165 250	
Valorisation des options de souscription d'actions							1 119	1 119		1 119	
Vente (achat) par la société de ses propres actions					72			72		72	
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							270	270		270	
Achat de titres minoritaires sur la société Retviews ⁽²⁾							799	799	(129)	670	
Intégration des sociétés Neteven et Gemini et engagements d'achat de titres minoritaires ⁽³⁾							(9 500)	(9 500)	1 500	(8 000)	
Augmentations de capital des participations ne donnant pas le contrôle								-	1 204	1 204	
Dividendes							(7 820)	(7 820)		(7 820)	
Capitaux propres au 31 décembre 2021	37 742 959	1,00	37 743	139 511	(271)	12 132	208 947	398 062	2 724	400 786	
Résultat net							9 375	9 375	(94)	9 281	
Autres éléments du résultat global							6 369	0	6 369	-	6 369
Résultat global							6 369	9 375	15 744	(94)	15 650
Exercices d'options de souscription d'actions	18 806	1,00	19	224				243		243	
Valorisation des options de souscription d'actions							282	282		282	
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(144)			(144)		(144)	
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							63	63		63	
Capitaux propres au 31 mars 2022	37 761 765	1,00	37 762	139 735	(415)	18 501	218 667	414 249	2 630	416 880	

(1) Ce montant correspond aux actions émises pour le rachat de Gerber Technology le 1^{er} juin 2021 (cf. note 3 ci-après).

(2) Ces montants font suite à l'acquisition de 10 % additionnels de la société Retviews en 2021 (cf. note 3 ci-après).

(3) Ces montants font suite à la prise de contrôle des sociétés Neteven et Gemini CAD Systems en 2021 (cf. note 3 ci-après).

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2022

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Entreprise française de haute technologie, Lectra a tissé dans plus de 100 pays des relations privilégiées et de long terme avec ses clients, qui ont en commun la recherche de l'excellence opérationnelle et l'utilisation de matières souples – tissus et cuir, mais aussi textiles techniques et matériaux composites – dans la fabrication de leurs produits (vêtements, sièges et intérieurs de voiture, airbags, meubles rembourrés...).

Pour accroître la compétitivité de ses clients, Lectra façonne des technologies premium spécifiques à leurs marchés – principalement la mode, l'automobile et l'ameublement. Ses solutions, qui combinent logiciels, équipements de découpe automatique, données et services associés, permettent notamment d'automatiser et d'optimiser la création, le développement des produits et leur production, et de digitaliser les processus.

L'offre de Lectra accompagne ses clients dans la réalisation de leurs objectifs stratégiques : améliorer la productivité, réduire les coûts, diminuer le *time-to-market*, relever les défis de la mondialisation, accroître la qualité des produits, augmenter la capacité de production, développer des marques. S'y ajoutent désormais des enjeux propres à l'entrée dans l'Industrie 4.0, tels que sécuriser les échanges digitaux d'informations tout au long d'une chaîne d'approvisionnement étendue, et rendre l'usine plus agile.

Fondée en 1973, Lectra est depuis 1987 cotée sur Euronext Paris.

Modèle économique

Le modèle économique de Lectra repose sur trois piliers :

- une répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et sur un très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre le chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents et le chiffre d'affaires récurrent ;
- la génération d'un cash-flow libre annuel important.

Implantation mondiale

Lectra, dont le siège est en France, s'est doté depuis le milieu des années 1980 d'une implantation d'envergure mondiale.

Suite à l'acquisition de Gerber Technology (« Gerber ») en juin 2021, de Neteven en juillet 2021 et de Gemini CAD Systems (« Gemini ») en septembre 2021, le Groupe dispose d'un réseau de 61 filiales, unique au regard de ses concurrents, et réalise en direct près de 85 % de son chiffre d'affaires.

Lectra reçoit des clients du monde entier dans ses *International Advanced Technology & Conference Centers* à Bordeaux-Cestas (France), à Atlanta (États-Unis), à New York (États-Unis) et à Shanghai (Chine). Le Groupe dispose de sept *Call Centers* internationaux, basés à Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Porto (Portugal), Atlanta (États-Unis), Tolland (États-Unis) et Shanghai (Chine).

Clients

Les clients de Lectra sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Il s'agit, pour l'essentiel, de marques, fabricants et distributeurs de mode et d'habillement, d'équipementiers et sous-traitants automobiles, de marques et fabricants de meubles.

Produits et services

Lectra conçoit, fabrique et commercialise des solutions technologiques qui combinent logiciels, équipements de découpe automatique, données et services associés, avec pour particularité d'incorporer l'expertise métier et les meilleures pratiques industrielles de chaque segment de marché. Les services comprennent la maintenance technique, le support, la formation et le conseil. Le Groupe commercialise également des consommables et pièces pour ses équipements.

Les équipements de découpe automatique développés par le Groupe en France, sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau de sous-traitants, et testés sur son site industriel de Bordeaux-Cestas. Les découpeurs mis sur le marché depuis 2007 comportent des centaines de capteurs les connectant aux *Calls Centers* de Lectra afin de permettre la maintenance préventive et prédictive.

La fabrication des équipements de découpe automatique développés par Gerber est sous-traitée, essentiellement à deux sociétés, l'une en Chine, l'autre aux États-Unis.

Collaborateurs

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de plus de 2 400 collaborateurs dans le monde. Cette présence internationale permet à l'entreprise d'offrir à tous ses clients une forte proximité géographique.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr

Les états financiers consolidés condensés au 31 mars 2022 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, disponibles sur lectra.com.

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes consolidés annuels 2021. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration du 28 avril 2022 et n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Le Groupe n'est pas impacté par les modifications de normes, amendements et interprétations applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. Le Groupe n'a pas non plus appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022.

Saisonnalité

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés concernent la détermination de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et immobilisations, ainsi que l'évaluation des impôts différés actifs.

Chiffre d'affaires

Les contrats conclus avec les clients incluent des prestations multiples telles que : équipements et leurs logiciels embarqués, licences perpétuelles de logiciel, consommables et pièces, formation et conseil, installation, maintenance et services d'assistance en ligne des équipements et logiciels, services d'évolution des logiciels vendus (mises à jour de ceux-ci).

Les ventes de logiciels ne sont reconnues séparément que lorsque ceux-ci ont une utilité pour le client indépendamment des autres prestations promises au contrat. Ainsi, les logiciels présents sur les équipements de découpe automatique (appelés pilotes) ne sont pas reconnus séparément de ces derniers dans la mesure où ils forment une composante essentielle de ces équipements : sans le pilote, les équipements sont inutilisables, et sans ces derniers les logiciels n'ont aucune utilité non plus. En revanche, les logiciels spécialisés (par exemple, les logiciels de gestion des collections, de patronage, de simulation), sous forme de licence perpétuelle, habituellement installés sur les ordinateurs des clients, régulièrement vendus séparément des équipements, constituent des prestations distinctes.

Les autres prestations sont considérées comme des prestations distinctes selon IFRS 15 et sont donc comptabilisées séparément compte tenu notamment des éléments suivants :

- l'installation des équipements et des logiciels spécialisés est réalisée en quelques jours, simple à mettre en œuvre et n'en modifie pas les caractéristiques ;
- les formations sont de courtes durées sans lien d'interdépendance avec les autres prestations ;
- les prestations de conseil portent en général sur l'optimisation des processus de création et de production des clients et sont couramment vendues séparément aux clients ;
- concernant la maintenance des logiciels et équipements, il s'agit majoritairement de contrats annuels dans le cadre desquels l'engagement du Groupe est un engagement de disponibilité ou de mise à disposition de versions futures de logiciels non encore développées. Les solutions (équipements et logiciels) sont distinctes de la maintenance car elles sont entièrement fonctionnelles dès leur livraison et parce que les prestations de maintenance ne sont pas critiques pour que le client puisse bénéficier de la solution. Les machines sont le plus souvent vendues accompagnées d'une ou deux années de maintenance et le client dispose d'options de renouvellement ne faisant pas l'objet de réduction de prix par rapport au prix de souscription initial de la maintenance. Les options de renouvellement ne correspondent donc pas à des droits significatifs devant faire l'objet d'une comptabilisation séparée selon IFRS 15.

La Société détermine les prix de vente spécifiques des différents éléments en privilégiant le recours à des données observables. Pour les éléments qui ne font pas habituellement l'objet de ventes séparées, les prix de vente spécifiques sont estimés sur la base de la politique tarifaire de la société, reflétant les coûts attendus plus une marge appropriée.

Le chiffre d'affaires lié à la vente des équipements (incluant les logiciels pilotes) est reconnu à la date de transfert de leur contrôle aux clients. Cette date correspond en pratique à la date du transfert physique de l'équipement telle que déterminée par les conditions de vente contractuelles.

Les logiciels spécialisés commercialisés sous forme de licence perpétuelle sont des licences de type droit d'utilisation selon IFRS 15 dont le chiffre d'affaires est comptabilisé à une date donnée, correspondant généralement à la date à laquelle le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux logiciels vendus sous forme d'abonnement (conférant au client un droit d'accès aux licences desdits logiciels) est reconnu de manière étalée sur la durée de l'engagement du client.

Le chiffre d'affaires des prestations de formation et de conseil est comptabilisé à l'avancement sur la base des heures ou jours de travail effectués par les équipes.

Le chiffre d'affaires relatif à l'installation des équipements et des logiciels spécialisés est reconnu au moment où ces prestations sont effectuées.

Le chiffre d'affaires des prestations de maintenance des logiciels et équipements est comptabilisé à l'avancement, selon un mode linéaire, s'agissant d'obligations à se tenir prêt tout au long du contrat sans pics notables d'activité (« *stand-ready obligations* »).

Lectra agit en tant que principal dans la vente des équipements dans la mesure où les pièces et sous-ensembles assemblés par le Groupe en France ne constituent que des « *inputs* » utilisés dans la fabrication des produits finis vendus aux clients.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis, et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt innovation applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de recherche et développement, sont présentés en déduction des dépenses de recherche et de développement.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la Société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de la période. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

Indicateurs de performance

Le Groupe utilise les indicateurs de performance comme le résultat opérationnel, l'EBITDA courant, le cash-flow libre, et le ratio de sécurité tels que définis ci-dessous, considérant que ces agrégats sont pertinents dans le pilotage du Groupe et la mesure de la mise en œuvre de sa stratégie.

Résultat opérationnel courant et résultat opérationnel

Le Groupe suit un solde intermédiaire dans ses états financiers appelé « Résultat opérationnel » qui est défini par l'ensemble des produits et charges ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt.

Lorsque le Groupe identifie des produits ou charges à caractère non récurrent, il utilise, pour le suivi de sa performance opérationnelle, un solde intermédiaire de gestion intitulé « Résultat opérationnel courant ». Cet indicateur financier correspond au résultat opérationnel diminué des produits à caractère non récurrent et augmenté des charges à caractère non récurrent, tels que défini par la recommandation 2009-R.03 du CNC.

Ainsi, les produits et charges à caractère non récurrent qui sont présentés, le cas échéant, sur une ligne spécifique du compte de résultat consolidé, sont la traduction comptable d'événements inhabituels, anormaux et peu fréquents, en nombre très limité et de montant significatif.

EBITDA courant

Le Groupe définit son EBITDA courant (*Earnings Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization*) comme étant la somme du résultat opérationnel courant et des dotations nettes aux amortissements et dépréciations d'actifs immobilisés.

Cet indicateur permet au Groupe de suivre sa performance opérationnelle directement liée à l'activité, hors effet des investissements immobilisés.

Cash-flow libre et cash-flow libre courant

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise et des remboursements des obligations locatives comptabilisées selon IFRS 16.

Dans le cash-flow libre, le Groupe isole les encaissements et décaissements à caractère non récurrent, correspondant aux produits et charges de même nature au sein du résultat opérationnel. Retraité de ces éléments présentés sur une ligne spécifique, le Groupe identifie ainsi le cash-flow libre courant.

Le Groupe considère que cette définition du cash-flow libre représente l'indicateur de performance de sa gestion de la trésorerie.

Ratio de sécurité

Le ratio de sécurité est défini par le Groupe comme étant la part des frais fixes annuels couverte par la marge brute dégagée par le chiffre d'affaires récurrent.

Ce ratio permet au Groupe de mesurer la couverture de ses frais fixes par un chiffre d'affaires provenant d'activités qui ne dépend pas des décisions d'investissements de ses clients d'une année sur l'autre.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs présentés en note 4 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs reportés correspondent aux grandes régions commerciales. Il s'agit des régions : Amériques ; Europe du Nord, de l'Est et Moyen-Orient ; Europe du Sud et Afrique du Nord ; et Asie-Pacifique. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, *business development*, logistique, achats, production, R&D, finance, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans une colonne « Siège », permettant la réconciliation aux montants figurant dans les états financiers du Groupe.

La mesure de performance se fait sur l'EBITDA courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation inter secteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son EBITDA courant, dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 mars 2022, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 58 sociétés consolidées par intégration globale, dont 25 provenant de l'acquisition de Gerber.

Acquisition de Gemini

En septembre 2021, le Groupe a acquis la société roumaine Gemini. L'acquisition portait à cette date sur 60 % du capital et des droits de vote de Gemini, pour un montant de 7,6 millions d'euros. L'acquisition du solde aura lieu en deux temps en septembre 2024 et septembre 2026 (engagement de rachat des titres minoritaires – au moyen d'options croisées de *puts* et de *calls*), et portera le total du prix d'acquisition à un montant compris entre 13 et 20 millions d'euros.

La comptabilité d'acquisition est en cours de finalisation. La dette correspondant à l'engagement de rachat des titres minoritaires s'élève à 7,0 millions d'euros, évaluée à la juste valeur, à échéance long terme.

Gemini est consolidée par intégration globale depuis le 27 septembre 2021.

Acquisition de Neteven

En juin 2021, le Groupe a acquis la société française Neteven. L'acquisition portait à cette date sur 80 % du capital et des droits de vote de Neteven, pour un montant de 12,6 millions d'euros. L'acquisition du solde (engagement de rachat des titres minoritaires – au moyen d'options croisées de *puts* et de *calls*) aura lieu en juin 2025 pour un montant compris entre 0,6 et 0,9 fois le chiffre d'affaires récurrent 2024.

La comptabilité d'acquisition est en cours de finalisation. La dette correspondant à l'engagement de rachat des titres minoritaires s'élève à 2,5 millions d'euros, évaluée à la juste valeur, à échéance long terme.

Neteven est consolidée par intégration globale depuis le 28 juillet 2021.

Acquisition de Gerber

Le 1^{er} juin 2021, Lectra a finalisé l'acquisition de l'intégralité des actions de Gerber pour un montant de 173,9 millions d'euros (après finalisation de la détermination du prix de la transaction) – financés par un emprunt de 140 millions d'euros et par la trésorerie du Groupe – auxquels s'ajoutaient cinq millions de nouvelles actions Lectra émises au bénéfice de AIPCF VI LG Funding LP, actionnaire unique de Gerber.

Ce rapprochement stratégique donne naissance à un acteur mondial de premier plan de l'Industrie 4.0 pour les marchés de la mode, de l'automobile et de l'ameublement.

Regroupement d'entreprises – méthode de l'acquisition

La comptabilité d'acquisition (réalisée selon les principes d'IFRS 3) et l'évaluation de ses incidences fiscales sont toujours en cours, mais des montants provisoires ont été déterminés et pourront être revus ultérieurement.

Information pro forma

Si l'acquisition par Lectra avait été réalisée le 1^{er} janvier 2021, le chiffre d'affaires, l'EBITDA courant et le résultat net proforma de Gerber au cours de l'exercice 2021 auraient atteint respectivement 217,3 millions de dollars (environ 183,8 millions d'euros), 25,6 millions de dollars (environ 21,7 millions d'euros) et 2,9 millions de dollars (environ 2,4 millions d'euros).

Acquisition de Retviews

En juillet 2019, le Groupe a acquis la société belge Retviews SA et sa filiale roumaine Retviews Bucharest SRL. L'acquisition portait à cette date sur 70 % du capital et des droits de vote de Retviews, pour un montant de 8,0 millions d'euros. Comme initialement prévu, Lectra a acquis en juillet 2020 10 % additionnels du capital et des droits de vote de Retviews, pour un montant de 1,0 million d'euros : 0,9 million d'euros versés en juillet 2020 et le solde en janvier 2021. De même, en juillet 2021, Lectra a de nouveau acquis 10 % additionnels, pour un montant de 1,5 million d'euros (1,2 million d'euros versés en juillet 2021 et le solde en janvier 2022).

L'acquisition du solde du capital et des droits de vote aura lieu en juillet 2022 pour un montant d'environ 0,5 fois le chiffre d'affaires 2022. Conformément à IAS 7, les paiements figurent dans le tableau des flux de trésorerie, au niveau des flux liés aux opérations de financement, sur la ligne « Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées ».

Suite aux versements faits en janvier et juillet 2021, puis en janvier 2022, et à la réévaluation du montant à verser pour le rachat de 10 % additionnels entre juillet 2021 et janvier 2022 (en contrepartie des capitaux propres – part du Groupe), la dette correspondant à l'engagement de rachat des titres minoritaires s'élève désormais à 2,2 millions d'euros, à échéance court terme.

Retviews et sa filiale roumaine sont consolidées par intégration globale depuis le 15 juillet 2019.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours du premier trimestre 2022 et de l'exercice 2021.

Entités non consolidées

Trois filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 31 mars 2022, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à 0,3 million d'euros, la valeur totale de leur actif à 3,1 millions d'euros et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces filiales correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 31 mars 2022.

4. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2022 (en milliers d'euros)	Europe du Nord ⁽¹⁾	Europe du Sud ⁽²⁾	Amériques	Asie- Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	25 355	25 627	41 879	29 097	-	121 958
EBITDA courant	3 416	4 710	1 818	2 328	9 299	21 571
Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2021 (en milliers d'euros)	Europe du Nord ⁽¹⁾	Europe du Sud ⁽²⁾	Amériques	Asie- Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	12 063	17 025	17 796	19 801	-	66 686
EBITDA courant	1 478	3 356	3 090	1 598	1 840	11 361

(1) Ce secteur couvre les régions suivantes : Allemagne et Europe de l'Est, Royaume-Uni, Benelux, Scandinavie, pays baltes, Turquie, Moyen-Orient et Afrique du Sud.

(2) Ce secteur couvre les régions suivantes : France, Italie, Espagne, Portugal, Afrique du Nord.

Les montants 2022 incluent les impacts de Gerber, Neteven et Gemini, qui n'étaient pas encore acquises au premier trimestre 2021.

La colonne « Siège » permet la réconciliation des montants aux états financiers consolidés du Groupe.

5. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2022 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette
Cash-flow libre courant	7 050	-	7 050
Éléments non récurrents du cash-flow libre	(2 122)	-	(2 122)
Augmentations de capital en numéraire ⁽¹⁾	243	-	243
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	(60)	-	(60)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées ⁽³⁾	(299)	-	(299)
Coût amorti de l'endettement ⁽⁴⁾	-	(35)	(35)
Effet de la variation des devises	862	-	862
Variation de la période	5 674	(35)	5 639
Situation au 31 décembre 2021	130 586	(139 386)	(8 800)
Situation au 31 mars 2022	136 260	(139 421)	(3 161)
Variation de la période	5 674	(35)	5 639

(1) Résultat exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions.

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 7).

(3) Paiements relatifs aux acquisitions successives de 10 % de la société Retviews (cf. note 3).

(4) Montants relatifs à l'emprunt souscrit le 1^{er} juin 2021 (cf. note 8).

Le cash-flow libre courant au 31 mars 2022 s'élève à 7,1 millions d'euros. Il faut en outre y ajouter des décaissements à caractère non récurrent de 2,1 millions d'euros, en lien avec l'acquisition de Gerber en 2021. Retraité de ces éléments, le cash-flow libre s'élève à 4,9 millions d'euros.

Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de 17,4 millions d'euros, d'investissements de 1,4 million d'euros, et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de 8,4 millions d'euros. Il tient également compte d'une augmentation des autres actifs non courants d'exploitation de 0,4 million d'euros (correspondant au crédit d'impôt recherche du premier trimestre 2022, non encaissé et non imputé sur l'impôt à payer de Lectra SA – cf. note 6 ci-après). Enfin, il convient d'ajouter à ces montants le remboursement des obligations locatives (au sens de la norme IFRS 16) de 2,3 millions d'euros.

La variation du besoin en fonds de roulement s'explique comme suit :

- + 11,9 millions d'euros proviennent de la différence entre la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2021, majoritairement payée en 2022, et celle, comptabilisée au cours du premier trimestre 2022 et qui sera payée en 2023 ;
- + 6,4 millions d'euros proviennent de l'augmentation des stocks, liée à la reprise de l'activité, et à une augmentation des stocks de sécurité pour faire face aux tensions sur les approvisionnements ;
- - 0,4 million d'euros provient de l'augmentation des acomptes reçus sur commandes ;
- - 2,3 millions d'euros proviennent de l'augmentation des dettes fournisseurs ;
- - 3,1 millions d'euros proviennent de la diminution des créances clients, compte tenu de l'encaissement en début d'année, en général annuellement d'avance, d'une portion importante des contrats récurrents (la variation des créances figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés est obtenue en tenant compte de la rubrique « Produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;
- - 4,1 millions d'euros proviennent des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 31 mars 2022 est négatif de 24,5 millions d'euros. Il comprend la part courante (5,4 millions d'euros) de la créance de 24,8 millions d'euros sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt innovation non encaissés et non imputés sur l'impôt.

6. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE ET CRÉDIT D'IMPÔT INNOVATION

Le crédit d'impôt recherche de Lectra comptabilisé dans l'année, lorsqu'il ne peut être imputé sur l'impôt sur les sociétés, fait l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la Société au cours de la quatrième année. Pour Neteven, les crédits d'impôt recherche et innovation font l'objet d'une créance remboursée à la société au cours de l'année suivante.

Le Groupe présente séparément la part non-courante (remboursable à plus d'un an) de la créance fiscale relative au crédit d'impôt recherche.

Le crédit d'impôt recherche (2,1 millions d'euros) du premier trimestre 2022 a été comptabilisé mais non encaissé.

Ainsi, au 31 mars 2022, le Groupe détient une créance de 24,8 millions d'euros sur le Trésor public français (dont 19,4 millions d'euros classés parmi les autres actifs non courants), composée :

- du seul solde du crédit d'impôt recherche de Lectra, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice : pour 2022 (0,4 million d'euros), 2021 (5,9 millions d'euros), 2020 (7,8 millions d'euros), 2019 (5,2 millions d'euros) et 2018 (5,0 millions d'euros) ;
- du solde du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt innovation de Neteven, après imputation sur l'impôt sur les sociétés pour 2022 (0,1 million d'euros) et 2021 (0,3 million d'euros).

Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, la société Lectra n'anticipe pas de décaissement au titre de l'impôt sur les sociétés sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt recherche de chaque exercice. Lectra devrait ainsi percevoir le remboursement du solde des crédits d'impôt non imputés comme suit : 2022 (crédit d'impôt 2018), 2023 (crédit d'impôt 2019), 2024 (crédit d'impôt 2020), 2025 (crédit d'impôt 2021) et 2026 (crédit d'impôt 2022). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui du crédit d'impôt de l'année, la Société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante. Puis, elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même année et devrait décaisser le solde.

7. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2022, la Société a acheté 86 944 actions et en a vendu 84 262 aux cours moyens respectifs de 40,01 € et de 40,57 € dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 31 mars 2022, elle détenait 9 717 de ses propres actions (soit 0,03 % du capital social) à un prix de revient moyen de 42,69 €, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

8. TRÉSORERIE ET ENDETTEMENT

(en milliers d'euros)	31 mars 2022	31 décembre 2021
Trésorerie disponible	106 005	96 698
Équivalents de trésorerie	30 255	33 888
Emprunts et dettes financières	(139 421)	(139 386)
Trésorerie nette / (endettement net)	(3 161)	(8 800)

Les obligations locatives au sens de la norme IFRS 16 ainsi que les engagements d'achats de titres minoritaires ne sont pas considérés comme des dettes financières.

Jusqu'au 31 mai 2021, le Groupe n'avait pas d'emprunt ni de dette financière. Il a ensuite souscrit le 1^{er} juin 2021 un emprunt de 140 millions d'euros auprès de trois banques. Cet emprunt, à échéance cinq ans, est remboursable par quatre tranches annuelles de 15 % et 40 % *in fine*. Il porte intérêt au taux Euribor 3 mois (avec un plancher à 0 %) auquel s'ajoute une marge dépendant d'un ratio de levier, et fixée à 85 points de base pour la première année et à 75 points de base pour la deuxième année.

Les frais relatifs à la mise en place de l'emprunt ont été déduits du montant initialement reconnu au bilan et seront amortis sur la durée du prêt (coût amorti selon IFRS 9). Cet emprunt n'a fait l'objet d'aucune couverture de flux de trésorerie.

Au 31 mars 2022, l'échéancier de l'emprunt se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2022	31 décembre 2021
Court terme – à moins d'un an	21 090	21 102
Long terme – à plus d'un an, et moins de cinq ans	118 331	118 284
Total	139 421	139 386

9. RISQUE DE CHANGE

Au cours du premier trimestre 2022, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro a été de 1,12 \$ / 1 €.

Pour les entités historiques de Lectra, la politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2021. Pour les entités historiques de Gerber, aucune couverture n'a été appliquée.

Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 31 mars 2022 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de 4,0 millions d'euros, destinés à couvrir des positions de bilan existantes. La Société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan, pour les filiales historiques de Lectra.

Par ailleurs, la Société n'a pas couvert son exposition aux cours de change pour le reste de l'exercice 2022.

10. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant aux variations des cours des devises

La sensibilité du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant aux variations des cours des devises a été établie sur la base des parités du 31 décembre 2021 des devises concernées, notamment 1,13 \$ / 1 €. La sensibilité aux variations des cours des devises prend en compte les acquisitions réalisées.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisés en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (portant la parité moyenne annuelle à 1,08 \$ / 1 €) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires annuel 2022 d'environ 11 millions d'euros et de l'EBITDA courant annuel de 3,6 millions d'euros. À l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit 1,18 \$ / 1 €) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel annuels des mêmes montants.